

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

MARCHÉ PUBLIC D'ÉTUDES (PRESTATIONS INTELLECTUELLES)

Procédure adaptée ouverte

Articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique

MARCHE N° : 2169R13MP
ASSISTANCE A LA DEFINITION D'UNE STRATEGIE
ET UNE ORGANISATION COMMUNES AUX PORTS
DE COMMERCE GERES PAR LES CCI D'Auvergne-
Rhone-Alpes en vue de candidater au
renouvellement des concessions

POUVOIR ADJUDICATEUR :

CCIR AUVERGNE-RHONE-ALPES

32 Quai Perrache - CS10015

69286 LYON CEDEX 02

Site internet : www.auvergne-rhone-alpes.cci.fr

Profil acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

Cellule régionale marchés publics : marches@auvergne-rhone-alpes.cci.fr

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| <u>1 – Clauses techniques particulières</u> | 3 |
| 1.1 - Objet du contrat | 3 |
| 1.2 - Contexte | 3 |
| 1.3 - Objectif de l'étude | 4 |
| 1-4 Phasage et calendrier de l'étude | 4 |
| 1-5 Contenu détaillé de l'étude | 5 |
| 1-6 Pilotage de l'étude | 7 |
| 1.7 Données disponibles | 7 |
| <u>2 – Clause administratives particulières</u> | 8 |
| 2.1 - Réalisation de prestations similaires | 8 |
| 2.2 – Pièces contractuelles | 8 |
| 2.3 – Confidentialité | 8 |
| 2.4 – Interlocuteur dédié | 8 |
| <u>3 - Durée et délais d'exécution</u> | 8 |
| <u>4 - Prix</u> | 8 |
| <u>5 - Modalités de règlement des comptes</u> | 9 |
| 5.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs | 9 |
| 5.2 - Présentation des demandes de paiement | 9 |
| 5.3 - Délai global de paiement | 9 |
| 5.4 - Paiement des cotraitants | 10 |
| 5.5 - Paiement des sous-traitants | 10 |
| <u>6 - Conditions d'exécution des prestations</u> | 10 |
| 6.1 Adresse principale d'exécution | 10 |
| 6.2 - Modifications techniques | 10 |
| 6.3 - Arrêt de l'exécution des prestations | 10 |
| <u>7 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle</u> | 11 |
| <u>8 - Constatation de l'exécution des prestations</u> | 11 |
| <u>9 – Pénalités de retard</u> | 11 |
| <u>10 - Assurances</u> | 11 |
| <u>11 - Résiliation du contrat</u> | 11 |
| 11.1 - Conditions de résiliation | 11 |

1 – Clauses techniques particulières

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

ASSISTANCE A LA DEFINITION D'UNE STRATEGIE ET UNE ORGANISATION COMMUNES AUX PORTS DE COMMERCE GERES PAR LES CCI D'AUVERGNE-RHONE-ALPES EN VUE DE CANDIDATER AU RENOUELEMENT DES CONCESSIONS

L'objectif de la mission est d'élaborer un projet opérationnel de fonctionnement collaboratif des trois ports de commerce gérés actuellement par les CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes et d'ébaucher la réponse au futur appel d'offres à sous-concessions de la CNR concernant deux de ces ports.

- Port de Portes-lès-Valence géré par la CCI de la Drôme
- Port de Salaise-sur-Sanne géré par la CCI Nord-Isère
- Port de Villefranche-sur-Saône géré par la CCI de Région Auvergne- Rhône-Alpes (CCI Locale Beaujolais)

1.2 - Contexte

Les actuels contrats de sous-concession des deux ports de Portes-lès-Valence et de Salaise-sur-Sanne, situés sur le domaine concédé de la Compagnie Nationale du Rhône (CNR), arrivent à échéance fin 2023. Le terme de la sous-concession du port de Villefranche-sur-Saône, situé sur le domaine de Voies Navigables de France (VNF), est quant à lui fixé en 2036.

La CNR a engagé une démarche d'évaluation de l'existant et d'audit de l'ensemble des ports publics situés sur son domaine concédé. Elle poursuivra cette démarche dans un deuxième temps afin de définir une stratégie sur l'évolution de ces ports, et notamment leur futur modèle d'exploitation et de gestion. Si on ne peut préjuger des résultats de cette démarche et des décisions que prendra la CNR à son issue, l'intention affichée par la CNR est de lancer une consultation mi-2022 pour sélectionner les organismes qui géreront les sous-concessions portuaires après 2023.

Suite à une mission interne de réflexion, les CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes ont acté leurs souhaits et intentions :

- de poursuivre à l'avenir leur mission historique de gestionnaires de ports publics de commerce, compte-tenu de l'intérêt de cette mission pour les entreprises et le territoire ;
- d'aller vers un rapprochement dans la gestion des 3 ports de commerce actuellement gérées par elles, avec un degré de coordination et un niveau d'intégration restant à définir précisément ;
- d'impliquer dans la mission de gestion des ports, non pas uniquement les trois seules CCI actuellement concernées, mais l'ensemble du réseau régional des CCI, constitué de la CCIR et de 13 CCI territoriales ; avec l'idée que chaque CCI, aura un rôle important à jouer dans la promotion des ports et des modes de transports massifiés sur l'axe Saône-Rhône auprès des entreprises de son territoire (opérateurs de transports, chargeurs industriels, entreprises de distribution...); en intégrant l'idée qu'ils sont partie intégrante de l'aménagement des territoires ;

- in fine, de présenter une candidature régionale commune sous l'égide de la CCIR pour répondre en 2022 au futur appel d'offres de la CNR pour le renouvellement des sous-concessions des ports de Portes-lès-Valence et de Salaise-sur-Sanne ; en fonction du cahier des charges, cette candidature pourra éventuellement porter aussi sur le port de Lyon Edouard-Herriot ; si le port de Villefranche-sur-Saône n'entre pas dans le périmètre de cet appel d'offres, il est entendu qu'il sera complètement intégré au projet qui serait présenté.

Ce point reste à vérifier, mais cette double perspective d'un fort rapprochement entre les ports et d'une candidature multi site à la future consultation de la CNR semble répondre à la politique actuelle des Pouvoirs publics en faveur d'une coopération, voire d'une fusion entre entités portuaires sur les grands bassins fluviaux français, ou à tout le moins sur de grands segments de ces bassins.

1.3 - Objectif de l'étude

Sur la base des décisions de principe prises par le réseau des CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes, le prestataire retenu aura pour mission :

- d'élaborer un projet opérationnel de fonctionnement collaboratif des trois ports de commerce gérés actuellement par les CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes ;
- d'ébaucher la réponse à la consultation pour les sous-concessions de la CNR.

Le cahier des charges de la CNR n'étant pas encore connu, il ne s'agit pas en effet de préparer un projet de réponse détaillé mais de définir la structure et les grandes lignes directrices de cette potentielle réponse ;

- de réaliser le cas échéant des approfondissements :
 - o permettant ce candidater avec le port de Lyon Edouard-Herriot, notamment l'exploitation de Lyon Terminal ;
 - o d'intégrer d'autres ports du bassin Rhône-Saône situés hors du périmètre de la région Auvergne-Rhône-Alpes

1-4 Phasage et calendrier de l'étude

La mission débutera dès la notification du marché pour s'achever au cours du premier trimestre 2022.

| Phase | Description | Livrables a minima |
|---------|--|---|
| Phase 1 | Cadrage et prise de connaissance de la mission | - Note de cadrage - Liste des documents à fournir - Validation par le COPIL |
| Phase 2 | Collecte des informations et analyse de la documentation | - Questionnaire d'entretien - Prise de RV - Consolidation de données |
| Phase 3 | Restitution de l'analyse et préconisations Il est attendu non pas un schéma unique et précis d'organisation du futur groupement portuaire, mais un ensemble de propositions alternatives, décrites chacune | - Rapport de préconisations - Validation par le COPIL - Ajustements si nécessaire |

| | | |
|---------------------|---|---|
| | dans leurs grandes lignes et en ayant soin de faire ressortir clairement les avantages, inconvénients, difficultés, risques et conditions de réussite de chaque hypothèse. De manière générale, à ce stade, il sera attendu une aide à la décision. | |
| Phase 4 | <p>Elaboration d'un projet précis, notamment sur l'aspect juridique, à partir des orientations validées par le COPIL.</p> <p>Ce projet devra tenir compte, en fonction des informations qui seront disponibles à cette date, des attentes que formulera la CNR dans son futur appel d'offres à sous-concessions.</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Projet d'organisation - Validation par le COPIL - Ajustements si nécessaire |
| Phase 5 optionnelle | Approfondissement permettant de candidater avec le port de Lyon Edouard-Herriot, notamment l'exploitation de Lyon Terminal. | |
| Phase 6 optionnelle | Approfondissement permettant d'intégrer d'autres ports du bassin Rhône-Saône situés hors du périmètre de la région Auvergne-Rhône-Alpes. | |

1-5 Contenu détaillé de l'étude

La mission devra avant tout permettre de faire des propositions précises sur les montages organisationnel, juridique et financier à mettre en place.

Pour déterminer les synergies collaboratives entre ports et leur futur schéma de fonctionnement global (plus ou moins intégré), il est attendu du titulaire qu'il examine l'ensemble des aspects de la question et en particulier :

- **l'organisation générale à mettre en place**, avec comme première intention à valider, la mise en place d'une structure faitière portuaire - chargée de mener la stratégie définie au niveau du réseau des CCI et d'assurer la cohérence des actions des différents ports - couplée à un fonctionnement des différents ports sous forme de « business units » autonomes, proches de leur territoire et de leur marché ;
- le portage en commun des **investissements matériels** nécessaires au développement des ports ;
- les aspects **ressources humaines**, en ayant le souci de mettre en place une vraie politique de recrutement, de formation, ainsi qu'une gestion optimisée des personnels ;
- la définition d'une **identité commune** et d'une **stratégie commerciale** entre les différents sites (promotion, conditions tarifaires, orientation des entreprises vers le site le plus adéquat...) ;

- **le pilotage d'actions visant à la bonne organisation et à la productivité des sites** ; exemples : démarche QSE, outils informatiques, partage des retex techniques, fonctionnels ou sécuritaires...
- une **représentation commune** (hors instances locales) auprès de l'ensemble des Pouvoirs publics et des différentes instances du monde des transports.

Pour formuler ses propositions, le titulaire devra en particulier **tenir compte de la nature et de la date d'échéance différenciées des contrats de sous-concession des trois ports**, le port de Villefranche, contrairement aux deux autres, étant situé sur le domaine de VNF.

Concernant les propositions en matière de stratégie et d'actions commerciales, il est attendu du titulaire qu'il formule des prestations s'articulant parfaitement avec l'action présente et à venir de l'association **Medlink Ports**. Les 3 ports gérés actuellement par les CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes sont aujourd'hui des membres actifs de Medlink et entendent collaborer très étroitement avec l'association à l'avenir.

Les propositions devront également tenir compte des différents schémas sectoriels ou de sous-bassins établis par l'Etat, VNF et la CNR (Pôle Sud, schéma portuaire du pôle métropolitain lyonnais et de ses territoires d'influence, Saône Nord, filières conteneurs...).

La volonté du réseau des CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes est **d'impliquer très étroitement au fonctionnement du futur groupement portuaire l'ensemble des CCI de la région et de tirer parti au mieux de l'ensemble de ses différents services d'appui auprès des entreprises**, notamment pour orienter les entreprises vers les services portuaires, via par exemple la mise en place d'un ou plusieurs clubs de chargeurs. Il est attendu du titulaire qu'il formule des recommandations pratiques en la matière.

Comme évoqué précédemment, suivant la stratégie qu'arrêtera la CNR, il n'est pas totalement exclu que la candidature des CCI au futur appel d'offres à sous-concessions de la CNR porte également sur **le port Edouard-Herriot de Lyon**, et notamment l'exploitation de Lyon Terminal.

La mission devra tenir compte (de manière optionnelle) de cette hypothèse et apporter un éclairage sur les enjeux et conséquences de celle-ci sur le projet des CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes. Celui-ci devra de toute façon, compte-tenu de la logique géographique d'ensemble du bassin, s'articuler en fonction du développement du port lyonnais, en particulier pour ce qui concerne le trafic de conteneurs.

Il n'est pas envisagé à ce stade que le projet du futur groupement portuaire des CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes déborde des frontières régionales. Néanmoins, il devra intégrer (de manière optionnelle) la possibilité d'intégrer **d'autres ports du bassin Rhône-Saône situés hors du périmètre de la région Auvergne-Rhône-Alpes**, en préparant un argumentaire organisationnel, commercial et financier permettant d'entraîner d'autres opérateurs portuaires (ex : port d'Arles) dans l'organisation ou la structure retenue.

Il est attendu du titulaire qu'il formule des propositions d'organisation juridique du futur groupement portuaire géré par les CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes sur la base de son expérience et de son expertise propre et de celles des experts qu'il sera en mesure de solliciter.

Ces propositions seront bâties à partir de **l'analyse de l'ensemble des données concernant la gestion actuelle des ports** que les CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes mettront à disposition du titulaire en fonction de ses demandes et à partir **d'entretiens avec les principaux responsables** des CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes en charge de la question portuaire.

Ces propositions seront également construites à partir d'une **démarche de benchmarking** des différentes expériences - passées ou en cours - de collaboration ou de fusion entre ensembles de ports, en France (Seine, Moselle, Rhin...) ou à l'étranger. Cette démarche doit permettre de faire ressortir les avantages et inconvénients des différentes solutions adoptées, et pourra également porter sur des collaborations entre des équipements autres que des ports.

Il n'est pas attendu du titulaire qu'il consulte de nombreux responsables, publics et privés, du monde du transport. La mission ne porte pas en effet sur la définition d'un plan stratégique de développement identifiant précisément des marchés prioritaires ou des services à mettre en place pour le futur groupement portuaire des CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes mais porte prioritairement sur l'organisation administrative, juridique et financière à mettre en place pour créer ce groupement. Néanmoins – les deux points ne pouvant être complètement dissociés – **il sera apprécié que le titulaire formule des recommandations sur le développement stratégique des ports, en particulier si certains aspects « marchés » ou besoins d'investissements sont de son point de vue à prendre en considération pour définir la meilleure formule d'organisation possible du futur groupement portuaire.**

1-6 Pilotage de l'étude

Gouvernance du projet :

La réalisation de l'audit est conduite en mode projet et sera pilotée par la CCIR Auvergne-Rhône-Alpes.

Le comité de Pilotage (COPIL) se réunira à 3 ou 4 reprises (fin juillet, fin août et fin septembre). Il sera composé de membres élus et de collaborateurs des CCI concernées.

La conduite du projet est assurée par un chef de projet CCIR qui rapporte devant le COPIL. Le titulaire désigne également un chef de projet.

Chaque réunion du COPIL donne lieu à un relevé de décisions, préparé par le titulaire, et cosigné par la CCIR et le titulaire.

1.7 Données disponibles

Les données d'étude seront présentées au titulaire à sa demande et au commencement de l'exécution des prestations. Le titulaire pourra compléter la liste des documents à fournir.

Ressources et fiches descriptives par Port :

- Comptes et bilans 2019 et 2020
- Statuts et informations juridiques
- Documentation gouvernance : Organigramme, rapports existants, règlement intérieur
- Descriptif patrimoniale (statut locataire ou propriétaire, surface, classement ERP, effectif règlementaire occupation des locaux, adresse, occupants)

- Descriptif de l'activité
- Equipements

2 - Clause administratives particulières

2.1 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2.2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

2.3 - Confidentialité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

2.4 - Interlocuteur dédié

Le prestataire assure la continuité des prestations en maintenant le même interlocuteur unique et l'équipe dédiée tout au long du marché. En cas de remplacement de l'un des interlocuteurs, le titulaire s'engage à présenter au pouvoir adjudicateur un collaborateur d'un niveau équivalent, en termes de connaissances et de compétences par rapport aux prestations du marché. Le titulaire informe le pouvoir adjudicateur de tout changement dans l'équipe dédiée à la prestation.

3 - Durée et délais d'exécution

La durée du contrat se confond avec le délai d'exécution des prestations.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

4 - Prix

Les prestations sont alors réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (dont les frais de déplacement et d'hébergement éventuels pour toutes les réunions nécessaires à la réalisation de la prestation).

Les prix sont fermes et non actualisables.

5 - Modalités de règlement des comptes

5.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

La présentation des factures pourra se faire à l'issue de chaque phase de l'étude.

5.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

| ETS | ADRESSE | ID CHORUS PRO | Code service | MAIL SERVICE FACTURATION |
|-----------------|-------------------------------------|----------------|--------------|--|
| CCI REGION AURA | TSA n° 30001 69221 LYON CEDEX 02 | 13002269200011 | ETB100 | fournisseurs-ccir@auvergne-rhone-alpes.cci.fr |

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

5.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

5.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

5.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

6 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

6.1 Adresse principale d'exécution

CCIR Auvergne-Rhône-Alpes
32 Quai Perrache - CS10015
69286 LYON CEDEX 02

6.2 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

6.3 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 20 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque phase du prestataire définie dans son offre.

7 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

8 - Constatation de l'exécution des prestations

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

9 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/3000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

10 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

11 - Résiliation du contrat

11.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

11.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si,

en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

12 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Lyon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

13 – Dérogations

- L'article 7 du CCP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles.
- L'article 9 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles.
- L'article 11 du CCP déroge à l'article 40 du CCAG - Prestations Intellectuelle.